

Compte-rendu de l'assemblée générale fondatrice du C.O.U.R.R.I.E.L.

L'assemblée générale fondatrice du Collectif Unitaire Républicain pour la Résistance, l'Initiative et l'Emancipation Linguistique (C.O.U.R.R.I.E.L.) s'est tenue le 16 mai 2009 à Malakoff (92).

Elle a rassemblé environ une quarantaine de personnes issues de divers horizons, et sensibilités politiques (avec une large représentation de la gauche), ainsi que des membres et représentants de diverses associations. On peut notamment citer deux représentants d'associations de défense du français (« Défense de la Langue Française » et le « Droit de Comprendre »), des Amis du Monde Diplomatique et des syndiqués. Un certain nombre d'invités et d'associations ont été excusés, notamment Georges HAGE, initiateur du manifeste, et l'ASSELAF.

1. Etat des lieux

L'assemblée a débuté par un exposé de G. Gastaud sur la situation de la langue française. Le constat est de jour en jour plus accablant.

Dans le cadre de ce compte-rendu, on ne mentionnera que quelques faits saillants et particulièrement significatifs de son intervention:

-l'envahissement croissant des termes anglais dans le vocabulaire quotidien ainsi que dans la publicité

-l'imposition de l'anglais dans le monde du travail au détriment du français induisant une discrimination des francophones, voire un véritable racisme inversé dans lequel les locuteurs natifs de l'anglais (voir les annonces *exigeant la langue anglaise comme langue maternelle*) sont privilégiés

-l'abandon de la langue française dans l'Education Nationale: en réduisant les horaires dévolus au français; en enseignant de façon de plus en plus précoce l'anglais aux enfants (à partir de 7 ans); en développant les cours directement en anglais à l'université et dans la recherche ; on encore en proposant des stages intensifs d'anglais pour les lycéens pendant les vacances, sans doute parce qu'avoir une faiblesse en Histoire, en mathématique, en français ou en physique ne serait pas aussi grave que des lacunes dans CETTE langue étrangère...

-un véritable abandon de la part des partis politiques les plus importants d'une véritable politique de la langue française et la volonté de basculer la France à l'anglais dans un terme proche

-une politique extérieure délétère à travers le protocole de Londres (cessation de la traduction des brevets en français et en allemand, au profit de l'anglais seul, et créant un précédent de texte en langue étrangère ayant valeur légale sur le sol national) et les décisions de l'Union Européenne.

-le constat inquiétant que depuis des années déjà nous n'en sommes plus à *'emprunt* de termes nouveaux à la langue anglaise, mais bien au *remplacement* de mots existants.

-Conséquences :

Plusieurs périls sont liés à cette substitution progressive de l'anglais au français dans nombre de sphères d'activités:

-évidemment la perte proprement *culturelle*, c'est à dire dans la maîtrise de concepts propres à l'expérience culturelle française, mais aussi bien entendu dans la simple compréhension des œuvres qui fondent dans le temps cette spécificité de la

pensée.

-un déclassement progressif des citoyens français qui, même s'ils parvenaient à maîtriser l'anglais de façon très avancée, ne resteraient que des citoyens *de seconde zone*, faute des moyens linguistiques de lutter en égal avec des populations « naturellement anglophones ».

Mais il convient d'insister sur l'enjeu de classe que représente ce basculement.

D'une part, ce sont les classes populaires qui seraient les premières victimes du basculement car ce sont les moins à même de faire face, les classes favorisées pouvant financer leur apprentissage.

D'autre part, derrière la destruction de la langue française, c'est aussi une attaque contre tout ce que peut représenter la France et son idéal révolutionnaire et démocratique, notamment une certaine vision de l'égalité à travers le service public et certains acquis sociaux.

2. Autres interventions

Diverses interventions ont eu lieu, notamment pour souligner l'absence d'antagonisme entre la défense du français, langue officielle de la République et support de notre culture commune, et celle de notre patrimoine culturel et linguistique régional. L'association a vocation à défendre le plurilinguisme de toute nature, à faire la promotion de *la richesse dans la diversité*, tout en restant attentive face à l'instrumentalisation et au détournement de cette même diversité par les tenants du « Tout anglais », faisant de la question régionale le moyen de la fin de l'idée même **de légitimité d'une langue liée à la nation**. Il n'est question ni de remettre en cause le statut officiel et particulier de la langue française au sein de la République, ni de laisser périr dans l'indifférence le patrimoine linguistique régional, creuset de nos identités et ferment de notre Histoire, et *nous ne reconnaissons pas l'opposition artificielle entre les deux que d'aucuns tentent de nous imposer*.

Il a été noté également l'urgence qu'il y avait, dans le combat des mentalités, à *faire saisir au plus grand nombre que la défense de la langue n'était pas un combat « de droite »*. Il s'agit de casser le préjugé tenace comme quoi la défense du français ne pourrait être l'œuvre que de quelques puristes démodés luttant pour l'imparfait du subjonctif et le Littré dès la maternelle. COURRIEL, dans sa vocation même comme dans la pluralité des membres qui le composent défend *tous* « les » français, c'est à dire *la langue dans tous ses usages*, du plus châtié au plus imagé et populaire, refusant que se perdent les trésors de nuance, d'expressivité, et de commodité que chaque niveau de langage recèle.

En fait notre combat est par essence populaire, l'ensemble de la population étant visée par la politique délibérée du tout-anglais -et ayant à pâtir par la suite de ses conséquences. Il a été maintes fois remarqué comme les enthousiastes de l'anglophonisation forcée se servaient de l'extrême-droite comme repoussoir à la défense de la langue française en assimilant fallacieusement *défense du français* et *nationalisme mal-compris*. Nous nous permettrons simplement à ce propos de citer le Général De Gaulle, « *le patriotisme c'est l'amour des siens, le nationalisme c'est la haine des autres* ».

Une prise de parole a mis en avant la nécessité de la *promotion vigoureuse des alternatives à l'anglais comme langue d'échange internationale*, luttant en cela tout à la fois contre la croyance arbitraire et forte en un darwinisme linguistique (« *l'anglais s'impose de lui même uniquement parce qu'il serait le plus apte à la survie, qu'il serait plus commode, plus précis, plus...* »), mais aussi en l'idée fataliste qu'il n'existerait aucun autre moyen de compréhension entre les peuples.

L'association gagnerait ainsi à porter à la connaissance du plus large public *l'intercompréhension* (fondée sur la connaissance des bases romanes communes à la plupart

des langues d'Europe), ainsi bien sûr que *l'Esperanto*, langue international par essence, et surtout langue « neutre ».

Une anecdote a mis en évidence le problème de l'acculturation progressive mais aussi les prises de conscience ponctuelles, encourageantes, dans le milieu de la Recherche. La 10ème Coordination Nationale des Universités a ainsi rejeté dans un tollé spontané l'appellation originelle d' « *Academic Pride* » proposée pour la « *Marche de tous les savoirs* » du 4 juin 2009.

A été posé le problème de l'utilisation de l'anglais comme langue de travail des commissions européenne et dans le droit européen, langue dont les mots -et c'est naturel- ne reflètent ni nos concepts ni nos représentations, induisant, par le refus de la traduction *professionnelle* normalement garantie, un glissement du sens *via* le monolinguisme.

Dans un registre plus pragmatique, et concernant l'association en elle-même, il a été voté une cotisation de 50€ pour les personnes morales, 20€ pour les personnes physiques « qui le peuvent », et 10€ pour les étudiants, chômeurs, etc.

Des modifications de détails ont été apportées aux statuts de l'association, dont vous trouverez la version définitive jointe.

3. Pistes et voies d'action

- Suite à l'intervention de Thierry Priestley, le COURRIEL devrait assister à une manifestation du Droit de Comprendre», afin de connaître plus précisément ses orientations et de prendre part à certaines activités.
- Par ailleurs, l'idée a été avancée d'une manifestation devant le Ministère de l'Identité Nationale afin de dénoncer la duplicité d'une politique gouvernementale qui d'un côté utilise la langue française pour discriminer les étrangers et de l'autre côté impose l'anglais à tous les niveaux. Les représentants des associations DDC et ALF semblent d'accord sur le principe.
- Il a été proposé de mettre à jour un « livre noir » de l'anglophonisation de la France, à destination des sceptiques.
- Un prix « positif », récompensant une attitude méritoire sur la question linguistique et dans un contexte difficile, pourrait également voir le jour, basé sur un jury mêlant plusieurs associations de défense de la langue française à la façon de l'Académie de la Carpette Anglaise.

4. Conclusion

L'Assemblée Générale s'est conclue par la relecture, l'amendement et le vote unanime des statuts de l'association, immédiatement suivi par l'élection du bureau :

Présidence exécutive : M. Georges Gastaud (philosophe).

Secrétariat : MM. Guillaume Beaudoin (fonctionnaire) et Matthieu Varnier (chercheur).

Trésorerie : M. Jean-Paul Leroy (postier).

Mestre-de-site Manifeste : M. Gaston Pellet (retraité).